



**Élisabeth BORNE, ministre chargée des
Transports, auprès du ministre d'État,
ministre de la Transition écologique et
solidaire**

Inauguration des 26^{èmes} Rencontres nationales du transport public

Discours d'Élisabeth BORNE, Ministre chargée des Transports

Marseille, le 10 octobre 2017

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud MUSELIER,
Monsieur le Maire de Marseille, Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, Jean-
Claude GAUDIN,
Monsieur le Président du GART, Maire de Cagnes-sur-Mer, Louis NEGRE,
Monsieur le Président de l'UTP, Thierry MALLET,
Monsieur le Président du GIE Objectif transport public, Frédéric BAVEREZ,
Mesdames et Messieurs les élus
Mesdames et Messieurs,

C'est avec une émotion particulière que nous nous trouvons aujourd'hui réunis à Marseille.

J'étais il y a quelques minutes, avec Monsieur le président du Conseil régional et Monsieur le maire de Marseille, en gare Saint-Charles, cette si belle gare, lieu de vie, lieu de passage où deux de nos jeunes compatriotes ont sauvagement perdu la vie la semaine dernière. Je veux exprimer à nouveau avec vous ma solidarité et celle de la Nation toute entière, envers leurs familles et leurs proches, et leur dire notre soutien. Ce tragique événement, nous rappelle à la nécessaire vigilance en termes de sûreté. Mais les transports, nos gares, sont des lieux de vie, et ils doivent le rester, c'est notre défi collectif.

Au-delà de cette actualité tragique, **ces 26^{èmes} rencontres nationales du transport public**

interviennent à un moment particulier. D'abord parce que sont les premières rencontres depuis que vous, le GART, l'UTP, Régions de France, la FNAUT, la FNTV et TDIE avez organisé les Etats généraux de la mobilité.

Ils ont été un moment important pour les transports et les mobilités pendant la campagne présidentielle. Depuis, ils permettent de discuter sur la base des 70 propositions que vous avez formulées et qui sont sur la table. Mobilité durable, qualité de services, intermodalité et multimodalité, transition énergétique et santé publique et enfin repenser le modèle économique : force est de constater que vous avez déployé une énergie forte pour apporter des propositions à ces débats qui nous passionnent tous.

Et justement, c'est pour les approfondir que le Président de la République a tenu à ce que soient organisées des Assises nationales de la mobilité. Depuis le 19 septembre, nous nous appuyons donc sur les propositions que vous avez formulées et sur celles de nombreux acteurs dans les territoires pour discuter du futur de nos mobilités dans le cadre de la loi d'orientation des mobilités que je présenterai début 2018. J'ai souhaité qu'au cours de ces Assises, un dialogue fort entre tous les acteurs puisse avoir lieu : usagers, collectivités, entreprises, associations. Car je vous le dis, à l'heure de la révolution digitale, avec l'apparition de nouvelles formes de mobilités et de nouveaux acteurs, à l'heure où les modèles sont bouleversés : nous construirons l'avenir ensemble ou il nous échappera à tous individuellement.

Le futur des mobilités passe par des reconstructions. Reconstruction de nos modes de pensées mais aussi de nos solutions. Le 1^{er} juillet dernier, le Président de la République a annoncé une pause sur les grands projets d'infrastructures. **Cette pause était une réaction immédiate face aux 10 Md€ d'écart entre les besoins d'investissement et les ressources disponibles sur le quinquennat. C'était un impératif face à l'urgence, et je crois que nous avons fait preuve de courage que en disant, de cette façon, que la situation n'était plus tenable.** Cette annonce a pu faire l'effet d'un électrochoc et certains ont même parlé d'une trahison, mais c'était un devoir de vérité, que nous devons d'abord à nos concitoyens et aux collectivités.

La pause était une première étape, elle était indispensable.

Mais une pause seule ne fait pas une politique.

Car il ne faudrait pas confondre pause et remise en cause des projets. Le sens de cette pause, c'était de nous inviter collectivement à penser la mobilité et nos infrastructures autrement, à procéder à un nouveau départ. Je constate d'ailleurs que, depuis cet été, les uns et les autres sont amenés à se réinterroger : sur le bien-fondé de chaque projet, sur son financement, sur sa gouvernance, sur son calendrier. Les élus eux-mêmes se font forces de propositions pour accompagner cette réflexion, et qui peut nier que certains projets ne sont déjà plus les mêmes aujourd'hui que lorsque nous sommes arrivés aux responsabilités.

Dans le cadre des Assises de la mobilité, le Gouvernement a confié à Philippe DURON la présidence du Conseil d'Orientation des Infrastructures dont la mission le conduira, entre autres, à regarder l'état d'avancement et des réflexions en cours sur les projets d'infrastructures. Je veux ici le remercier pour son engagement, son exigence, ses très grandes qualités, qu'il met une nouvelle fois au service de l'intérêt général. Ces réflexions doivent nous permettre de préparer la future loi de programmation que je présenterai au parlement début 2018.

Le Conseil va débiter ses travaux, je sais que de premières auditions sont programmées dès la semaine prochaine. **Une fois qu'il aura été procédé aux dernières nominations de cette instance, je l'installerai mardi prochain.** Sachez que le Conseil et son président se tiennent à la disposition de toutes celles et tous ceux qui veulent porter une parole sur l'avenir de nos infrastructures.

Après l'annonce du 1^{er} juillet, nous entrons donc aujourd'hui dans un second temps. Avec le lancement des travaux du Conseil d'orientation, nous préparons désormais la sortie de la pause, qui doit nous amener à construire ensemble une nouvelle politique d'infrastructures. Car si nous sommes amenés à repenser nos grands projets, mon horizon – le seul – comme ministre des transports est de mettre cette politique d'infrastructures au service de tous et de tous les territoires.

Au lendemain du vote de la loi de programmation, je veux que nous puissions nous retourner sur le chemin parcouru depuis l'annonce de la pause, et nous dire que nous avons su apporter les meilleures réponses en matière d'infrastructures pour chaque territoire, que nous avons construit les solutions qui répondent le mieux à la diversité des attentes des habitants.

Mais une politique de mobilité ne résume pas à une politique d'infrastructures, a fortiori de grandes infrastructures. Nos concitoyens attendent des réponses pour leurs transports du quotidien. Je le dis, je le redis : nous ne pouvons pas nous satisfaire qu'un français sur quatre ait déjà refusé un emploi faute d'un moyen de mobilité ! Personne ne peut s'en satisfaire ! Je le rappelle 40% des français vivent en dehors d'un périmètre de transport urbain. Ce n'est pas, pour autant, que nous ne devons pas penser les conditions de leur mobilité.

A cet égard j'ai bien noté que parmi les thèmes abordés dans vos travaux figures la mobilité dans les zones peu denses, et je m'en réjouis. Beaucoup d'acteurs se penchent sur cette question. Souvent les réponses ne passent pas par des investissements massifs mais par des outils simples.

Je pense notamment aux plateformes de mobilité. J'étais la semaine dernière aux côtés de Wimoov et de la SNCF qui ont signé un partenariat pour accélérer le déploiement de cet outil

dans les gares. C'est une solution pratique et efficace. C'est aussi la bonne méthode, celle qui repart des besoins de chacun.

Mais il faut aussi que nous sachions inventer des nouvelles réponses, telles que les véhicules autonomes. Je sais la capacité d'innovation des constructeurs. J'ai pu mesurer l'engagement des autorités organisatrices, des constructeurs et des opérateurs pour tester ces solutions. J'étais la semaine dernière avec le Vice-Président de la Commission européenne, il a rappelé l'engagement européen en ce domaine faisant écho aux engagements pris par le Gouvernement. Je souhaite que nous avancions ensemble. **Je veux très concrètement que nous soyons en mesure de mettre ces innovations au service de tous nos territoires. Je souhaite que dans les prochains mois nous puissions tester ces véhicules non plus uniquement dans les centres urbains, mais aussi dans les territoires ruraux.** Je vous invite à vous saisir pleinement de ce projet.

C'est en effet aux besoins des territoires et de ceux qui y vivent au quotidien que notre politique de mobilité doit s'adapter. Oui les besoins sont différents, d'une métropole à une autre, et plus encore d'un territoire urbain à un territoire périurbain ou rural. Oui, nous devons organiser cette adaptation pour que se crée dans chaque territoire, les conditions d'un dialogue et d'une coordination entre tous les acteurs.

Nous devons également mieux tenir compte de l'évolution des pratiques de mobilité et accompagner l'essor des nouvelles solutions.

A ce titre, j'ai entendu l'émotion qu'a pu susciter l'annonce de la suppression de l'aide à l'achat d'un vélo à assistance électrique. Dans son état actuel, cette prime ne répondait pas complètement à l'objectif que doit se fixer un Etat engagé en la matière, même si elle a pu permettre de soutenir le développement du marché. Pour autant, le Gouvernement est bien évidemment très attaché au soutien aux mobilités actives, et le débat qui s'ouvre dans le cadre des Assises doit permettre d'imaginer un nouveau dispositif de soutien. **Je souhaite que nous puissions mettre en œuvre des nouveaux outils simples et efficaces dès 2018.**

Mesdames et messieurs, vous avez également placé l'innovation au cœur de vos préoccupations au cours de ces rencontres. Il se trouve que c'est aussi au cœur de mes priorités ! J'ai souhaité que nos Assises soient un moment important pour valoriser les expériences innovantes dans notre mobilité quotidienne, qu'elles viennent de chez nous ou d'ailleurs. Mais surtout, je veux que l'on puisse les dupliquer, les multiplier, les amplifier de sorte que notre mobilité entre dans une ère nouvelle.

A cet égard, les Assises nationales de la mobilité prévoient des ateliers consacrés à l'innovation. J'ai décidé d'en confier la Présidence au député Jean-Marc ZULESI, député des Bouches du Rhône, retenu à Paris pour engager sa mission. Les travaux qu'il pilotera s'appuieront sur des groupes de travail d'experts et porteront notamment sur :

- Les innovations technologiques, tels que la blockchain ou les véhicules autonomes ;
- Mais aussi sur les services, en particulier autour des données.

Un certain nombre d'entre vous m'ont déjà entendu parler des solutions de « Mobility as a Service » déjà en place en Finlande, au Royaume-Uni ou en Suède. Il s'agit de pouvoir, à partir d'un smartphone, accéder en temps réel aux informations sur toutes les offres de mobilité, du vélo, au train, au temps de parcours en voiture, et de pouvoir acheter en un clic tout un parcours.

Je mesure que la richesse de nos organisations ne nous aide pas toujours. **Je souhaite néanmoins que nous arrivions à définir un modèle français pour des solutions de ce type.** Ces ateliers consacrés à l'innovation doivent déboucher sur des propositions concrètes, qui permettront à ces nombreuses initiatives qui existent dans nos territoires et à travers le monde de trouver les conditions d'applications et d'exercice dans notre pays.

Nous avons parmi les meilleurs opérateurs du monde.

Nous avons des autorités organisatrices à la bonne échelle et ambitieuses.

Nous avons des Start up innovantes qui savent désormais pouvoir compter sur le soutien du Gouvernement.

Nous avons donc tous les moyens de nous mettre au niveau des meilleurs standards mondiaux. C'est mon ambition pour notre secteur.

Pour éclairer cette ambition, j'ai souhaité que nous organisions une rencontre internationale des innovations dans les mobilités, qui nous permettra d'identifier comment autorités publiques, opérateurs, industriels et start-ups ont contribué partout dans le monde à l'émergence de solutions nouvelles. **Je vous donne rendez-vous le 24 novembre pour cette rencontre internationale.**

Enfin, je sais que vous avez mis à l'ordre du jour de vos travaux l'ouverture à la concurrence. Aussi je tenais à vous en dire quelques mots. Comme vous le savez, le Premier ministre a confié à Jean-Cyril SPINETTA une mission sur l'avenir du secteur ferroviaire, dans un contexte où l'arrivée de la concurrence constitue une échéance que nous devons réussir intelligemment dans l'intérêt des usagers, des autorités organisatrices – je sais vos attentes en ce domaine Monsieur le Président de Région – et des cheminots, car elle doit se faire avec eux. **J'aurai l'occasion de préciser prochainement le cadre de la mission de Jean-Cyril SPINETTA, qui rendra ses propositions en janvier.** Je lui ai d'ores et déjà demandé de rencontrer tous les partenaires, notamment les Régions, Organisations syndicales et patronales, UTP, ainsi que le Président du GART, cher Louis NEGRE, co-auteur d'une proposition sur le sujet.

Mesdames, messieurs, chers amis,

Les défis qui nous attendent sont nombreux et je peux mesurer chaque jour combien les attentes sont fortes. Vous pouvez compter sur ma détermination pour conduire les réformes dont les transports ont besoin pour répondre aux attentes de nos concitoyens.

Je sais aussi pouvoir compter sur l'exigence et la capacité d'initiative de toute la famille des transports publics, aujourd'hui réunie. Je vous souhaite d'excellentes rencontres, de beaux débats, et vous remercie.

Seul le prononcé fait foi